



## Les internes en appellent à Nicolas Sarkozy

source : Associated Press le 15/10/2007 14:22

Confrontés à une fin de non-recevoir de la ministre de la Santé Roselyne Bachelot, les syndicats d'internes ont appelé Nicolas Sarkozy à se saisir du dossier de leur future installation en tant que médecins, lundi lors d'une conférence de presse. Ils ont également appelé les internes à "durcir le mouvement de grève", entamé le 27 septembre, pour exiger le retrait de l'article 13 du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2008.

Le président de la République doit se rendre mardi à Bordeaux, un déplacement consacré aux questions liées à l'hôpital. Il doit notamment visiter le CHU et rencontrer une délégation d'internes.

"Tous les internes sont en grève, et les actions vont se poursuivre et même se durcir", a déclaré le président de l'Intersyndicale nationale des internes des hôpitaux (ISNIH) Olivier Mir, lors d'une conférence de presse à l'hôpital européen Georges Pompidou à Paris.

Les syndicats d'internes exigent depuis le 27 septembre le retrait de l'article 33 du PLFSS 2008, qui conditionne le conventionnement de nouveaux médecins en fonction de leur région d'installation, afin de mieux réguler leur répartition sur le territoire.

Lundi matin, Roselyne Bachelot a déclaré qu'elle n'envisageait pas "à ce stade" de retirer cet article, à l'issue d'une heure trente d'entrevue avec les organisations d'internes des étudiants en médecine.

"On s'est vu opposer une fin de non-recevoir par la ministre. Voyons alors ce que le président a à nous dire. Si demain il ne répond pas à nos attentes, vous pouvez vous attendre à ce que les internes fassent encore plus de bruit", a ajouté M. Mir.

Roselyne Bachelot, de son côté, estime que l'article 33 "n'est qu'un cadre, et c'est le dialogue autour des états généraux de la démographie médicale qui pourra remplir ce cadre. Il n'y a aucune raison d'avoir peur de cet article 33", a-t-elle ajouté. Les états généraux de la démographie médicale doivent s'ouvrir à la fin de l'automne sous l'égide du ministère de la Santé. Les organisations d'internes y seront associées.

Mme Bachelot a par ailleurs assuré qu'il "n'est question ni de mesures coercitives, ni de déconventionnement. Les craintes qu'expriment (les internes) ne sont pas fondées", a-t-elle affirmé.

Les internes, pour leur part, estiment que la ministre "joue sur les mots", entre "coercition" et "désincitation à l'installation".

Le mouvement des internes a commencé le 27 septembre avec une grève illimitée des gardes et des astreintes, mouvement suivi chaque nuit par 60 à 80% des internes, selon les chiffres diffusés régulièrement par le ministère de la Santé.

Les syndicats ont également déposé un préavis de grève illimité des activités de jour depuis le 1er octobre, mouvement qui devrait prendre de l'ampleur cette semaine, selon eux.

Les syndicats d'internes n'excluent pas non plus d'appeler à une nouvelle manifestation nationale à Paris, plus massive que celle de jeudi dernier au cours de laquelle 7.500 à 25.000 internes selon les sources, avaient défilé dans la capitale. AP

god/jba/ljg